

L'Égypte en ébullition

Situation extrêmement tendue en Égypte : face à l'ampleur du soulèvement populaire contre le régime Moubarak à travers tout le pays, c'est l'armée qui commençait, dès la fin de l'après-midi d'hier, à prendre le relais de la police, complètement dépassée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est d'ailleurs «le gouverneur militaire» et la télévision officielle «précisera» que c'est Moubarak, qui, comme première mesure, décrète le couvre-feu, de 18h à 7h dans les trois villes du Caire, d'Alexandrie et Suez, selon la télévision égyptienne.

L'intervention de l'armée était prévisible dès le début de l'après-midi, au sortir de la prière du vendredi. La veille, le mouvement dit «du 6 avril» qui a enclenché la «protesta» dès mardi dernier, avait lancé un appel au peuple Égyptien pour faire de cette journée «le vendredi de la colère». Un appel appuyé par l'ensemble de l'opposition, notamment le redoutable mouvement des Frères musulmans.

Jusqu'à jeudi, les affrontements avaient déjà fait sept morts, ce qui a, naturellement, accru le sentiment de révolte parmi la population. Considérablement dopés par l'exemple tunisien, les Égyptiens prendront d'assaut, par dizaines de milliers et pratiquement dans toutes les villes du pays, la rue avec des revendications qui ne laissent plus de place aux solutions intermédiaires : «Moubarak dégage», «Nous ne voulons plus de Moubarak», «30 ans, ça suffit!» etc.

Comme à chaque fois depuis mardi dernier, la police chargera violemment, avec usage des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc, des arrestations massives, occasionnant un huitième mort parmi les manifestants dans la ville de Suez. Mohamed El-Baradei, ancien président de l'Agence internationale de l'énergie atomique, prix Nobel de la paix 2005 et candidat contre Moubarak à la prochaine élection présidentielle, rentré la veille au pays pour «participer aux manifestations», sera, lui, mis en résidence surveillée dès la fin de la prière du vendredi.

A Alexandrie, deuxième ville du pays, les manifestants ont incendié le siège du gouvernorat (l'équivalent de la Wilaya), ainsi qu'à Mansourah. A Suez, ils ont mis le feu à deux commissariats de poli-

ce. Ailleurs, et à bien des endroits, ce sont les véhicules de police ainsi que les locaux du parti au pouvoir, le PND (Parti national démocratique) de Hosni Moubarak, qui ont subi les assauts incessants des manifestants.

Début de soirée, la police ne pouvait plus contenir les déferlantes humaines dans plusieurs villes du pays au point de se replier carrément dans bien des endroits, tel à Alexandrie. Au Caire, les manifestants, par dizaines de milliers, ont pris possession de la place Atahrir, la plus importante de la ville, malgré le couvre-feu. Ils ont réussi à mettre le feu dans le symbole même du régime trentenaire de Moubarak, le siège national du PND, le parti-Etat, version égyptienne.

Le Rais dans tout ça ? Curieusement, il ne s'est à aucun moment prononcé jusqu'à hier vendredi, à l'exception de la décision du couvre-feu et de l'appel à



Des milliers d'Égyptiens demandent le départ de Moubarak.

l'armée «pour soutenir la police», annonce faite par la télévision d'Etat.

Or, contrairement à la Tunisie par exemple, il y a lieu de rappeler qu'en Égypte, c'est l'armée qui est au pouvoir. De plus, le pays est sous état d'urgence depuis l'as-

sassinat de Anouar Essadat en 1981. L'intervention de l'armée était donc «mécanique» pour ainsi dire. En situation d'état d'urgence, c'est l'armée qui assure les missions de police, en effet. N'empêche, le silence de Moubarak reste énigmatique pour

le moment. Est-il dépassé par les événements ? Veut-il, au contraire, éviter les erreurs de Ben Ali ? Se soumet-il à des directives venues de Washington ? Toutes les hypothèses restent possibles pour le moment. Hier, devant l'accélération vertigineuse des événements, le porte-parole du département d'Etat, Philip Crowley, réagira avec une déclaration lourde de sens : «Le gouvernement égyptien doit considérer son peuple comme un partenaire et non comme une menace.» Il estime juste que «la réforme est vitale pour l'avenir de l'Égypte à long terme».

Invitant, par ailleurs, le gouvernement égyptien à «respecter les droits fondamentaux, à éviter la violence et permettre les communications. A aucun moment n'est évoquée la revendication exclusive des Égyptiens qui ne demandent rien moins que le départ de Moubarak. A peine si les Américains ne demandent pas à ce dernier d'annoncer quelques réformes pour sauver son régime.

K. A.

Le silence assourdissant de Moubarak

Le président Hosni Moubarak s'est illustré par son silence depuis le début des manifestations en Égypte, où les militants hostiles au régime, peu organisés politiquement, disposent désormais d'une visibilité accrue avec Mohamed El-Baradei, et du renfort des Frères musulmans.

La presse gouvernementale assurait simplement hier que le président «suivait la situation» et avait téléphoné au gouverneur de Suez (nord-est), où ont eu lieu de très violents accrochages, sans plus de détails. Elle faisait aussi état d'un appel téléphonique du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, qui lui a exprimé sa «confiance dans la stabilité de l'Égypte». M. Moubarak est attendu aujourd'hui pour la traditionnelle ouverture du salon annuel du livre du Caire. Selon le ministère de la Culture, il ne prononcera pas de discours, mais pourrait répondre à des questions. Le Premier ministre Ahmed Nazif, très discret lui aussi, ne doit s'adresser que demain devant le Parlement. Brocardé depuis mardi par des manifestants qui réclament son départ à cor et à cris, le chef de l'Etat, 82 ans, en

fonction depuis trois décennies et à la santé incertaine, a laissé à des seconds rôles le soin de souffler le chaud et le froid. Le ministre de l'Intérieur, Habib Al-Adli, dont la foule réclame la tête, s'est fait discret après avoir déclaré mardi que les manifestants étaient des «inconscients» dont l'action ne serait pas suivie.

Son ministère a depuis averti qu'il prendrait «des mesures décisives» contre les manifestants.

Le Parti national démocrate (PND) du président Moubarak a quant à lui cherché à se montrer bienveillant à l'égard de la «belle jeunesse», nombreuse dans la rue, mais sans rien céder de concret et en estimant que leur mouvement était récupéré par les islamistes des Frères musulmans.

Les manifestations «ont été pacifiques dès le début, la belle

jeunesse, brandissant des drapeaux égyptiens, s'est exprimée avec respect et de façon civilisée», a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse Safwat al-Chérif, secrétaire général du PND.

Mais il a mis en cause «des personnes avec des intérêts politiques appelant au chaos», une allusion aux Frères musulmans, première force d'opposition, qui ont décidé de se joindre aux manifestations. Le politologue Amr Hamzawi estime toutefois que cette stratégie du pouvoir est dépassée par les faits. «Le 25 janvier (début des manifestations), on a assisté à l'effondrement de l'illusion du gouvernement et de ses services de sécurité, qui pensaient que quelques centaines de personnes seulement descendraient dans la rue.» En fait, «la participation des jeunes à des manifestations de masse a brisé la barrière de la peur» sur laquelle comptait le régime pour endiguer le mouvement, souligne-t-il dans le journal indépendant *Al-Chorouq*.

Le régime doit aussi désormais compter sur la présence en Égypte de Mohamed El-Baradei, opposant revenu jeudi soir au Caire après plusieurs semaines de séjour privé en Europe, dont la visibilité contraste avec la discrétion des officiels du régime. L'ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et prix Nobel de la paix s'est immédiatement placé dans la perspective d'un après-Moubarak, en se proposant pour conduire une «transition». M. El-Baradei et son mouvement, l'Association nationale pour le changement, soutiennent depuis le début la vague de protestations initiée par des groupes de militants pro-démocratie s'exprimant sur internet. Il s'était distingué en appelant au boycott des élections législatives

de novembre/décembre derniers, jugeant qu'elles étaient truquées d'avance. Un constat finalement partagé, au vu des conditions du scrutin, par le reste de l'opposition.

La coupure d'internet, une première mondiale par son ampleur

La coupure du réseau internet en Égypte, pour contrecarrer les manifestations anti-Moubarak, est une première par son ampleur et les autorités ont clairement fait pression sur les opérateurs pour neutraliser cet outil-clé dans la mobilisation, selon des experts.

«Selon nos informations, environ 88% du réseau n'est plus disponible en Égypte, c'est une première dans l'histoire d'internet», a déclaré à l'AFP Rik Ferguson, expert sécurité pour Trend Micro, troisième éditeur mondial de solutions de sécurité.

«Les réseaux des plus importants opérateurs du pays sont coupés, mais il reste encore quelques réseaux minoritaires qui répondent toujours, comme Noor Data Networks. Ce qui montre bien que ce n'est pas un problème de câblage mais forcément une intervention humaine», souligne-t-il.

Quelque 23 millions d'Égyptiens disposent d'un accès, régulier ou occasionnel, à

internet, soit près du quart de la population, selon les chiffres officiels. Outre le web, les réseaux de téléphonie mobile sont également perturbés pour empêcher les échanges de SMS. «En 24 heures, on a perdu 97% du trafic internet égyptien», résume Julien Coulon, cofondateur de la société française Cedexis, une sorte d'«aiguilleur du net» qui réoriente les demandes de recherche vers les meilleurs fournisseurs d'accès internationaux en fonction du trafic en temps réel. «Seul un tout petit trafic arrive à sortir, les demandes en provenance d'Égypte pour se connecter aux sites que Cedexis aiguille, comme Lemonde.fr ou Euronews, ne débouchent que pour environ 3% des internautes», précise-t-il.

C'est la première coupure internet «autoritaire» d'une ampleur aussi importante, s'accordent à dire les experts, car les ruptures d'accès précédentes, en Birmanie en 2007 ou en Iran en 2009 lors de protesta-

tions populaires, n'avaient été que temporaires ou très ciblées. Ainsi, lors des protestations contre la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad, Twitter et Facebook avaient été rendus inaccessibles. Et en Birmanie, les connections internet avaient été coupées plusieurs jours lors de la vague de manifestations contre la junte au pouvoir. L'Égypte — comme la Tunisie — fait partie de la liste des 13 pays classés «ennemis d'internet» par Reporters sans frontières. «Mais jusqu'à présent, les autorités égyptiennes ne procédaient pas du tout à un filtrage systématique, il y avait plutôt un contrôle des activités sur internet», explique Soazig Dollet, responsable Moyen-Orient/Afrique du Nord pour RSF. «Contrairement à d'autres pays comme la Tunisie, le gouvernement égyptien ne peut pas appuyer sur un «bouton» pour tout couper. Mais là, il y a eu sans aucun doute pression sur les opérateurs. Et ces

opérateurs aujourd'hui ne répondent plus au téléphone pour donner des explications», souligne-t-elle.

«Suite à ce qu'il s'est passé en Tunisie (ndlr, la Révolution de jasmin), on comprend bien qu'internet est un outil de démocratie, et donc qu'un gouvernement qui se sentirait déstabilisé puisse considérer de faire pression sur les opérateurs pour couper internet», renchérit Jérémie Zimmermann, porte-parole de l'organisation citoyenne La Quadrature du Net. «A partir du moment où le gouvernement a la main sur les opérateurs pour filtrer, on peut considérer que c'est beaucoup plus facile pour lui d'ordonner une coupure totale», souligne-t-il.

L'Égypte compte quatre principaux fournisseurs d'accès au web dont la licence est délivrée par l'autorité de régulation des télécommunications égyptienne : Link Egypt, Vodafone/Raya, Telecom Egypt et Etisalat Misr.